



**MINISTÈRES
SOCIAUX**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

**CONTROLE DE SERVICE FAIT DES DISPOSITIFS
FNE FORMATION, PRO A, PIC IAE DANS LE CADRE DU
CONVENTIONNEMENT DE L'ETAT AVEC LES OPCO**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES COMMUN AUX LOTS
(CCAP)**

Référence de la consultation	PRA023659
Procédure	Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique



TABLE DES MATIERES

DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	1
ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	1
Article 1.1 – Acheteur.....	1
Article 1.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur.....	1
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	1
Article 2.1 - Objet de l'accord-cadre.....	1
Article 2.2 – Allotissement	2
Article 2.3 - Procédure de passation.....	2
Article 2.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	2
Article 2.5 - Durée de l'accord-cadre	2
Article 2.6 – Lieux d'exécution	3
Article 2.7 – Prestations similaires.....	3
Article 2.8 - Documents contractuels de l'accord-cadre.....	3
Article 2.9 - Représentation des parties de l'accord-cadre	4
Article 2.9.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur	4
Article 2.9.2 - Représentation du titulaire.....	4
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
Article 3.1 Obligation de conseil	4
Article 3.2 Obligation d'information	4
Article 3.3 Obligation de résultat.....	5
Article 3.4 Obligation de confidentialité	5
Article 3.5 Impartialité et déontologie.....	6
Article 3.6 Respect et protection des données personnelles	6
Article 3.7 Non-respect des données personnelles	15
Article 3.8 Remplacement des intervenants	15
Article 3.9 Exigences relatives aux prestations	16
ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	16
ARTICLE 5 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	17
Article 5.1 - Les publics visés	17
Article 5.2 - Objectif d'insertion.....	18
Article 5.3 - Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	18
Article 5.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	19
Article 5.5 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion	19

Article 5.6 - Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	20
ARTICLE 6 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	22
Article 6.1 - Forme et contenu des prix de l'accord-cadre	22
Article 6.2 - Modalités de révision des prix de l'accord-cadre	22
Article 6.2 - Clause de sauvegarde	23
ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER.....	24
Article 7.1 Avance	24
Article 7.2 Modalités financières.....	24
Article 7.3 Retenue de garantie et de cautionnement.....	24
Article 7.4 Cession et nantissement de créances	24
Article 7.5 Intérêts moratoires	25
Article 7.6 Modalités de facturation.....	25
Article 7.7 Modalités de transmission des factures	26
Article 7.8 Taux de TVA.....	27
Article 7.9 Monnaie	27
ARTICLE 8 - PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE.....	27
Article 8.1 Mise en œuvre du marché	27
Article 8.2 Suivi du marché	27
Article 8.3 Emission et exécution des bons de commande	27
Article 8.4 - Délai d'exécution des prestations	28
ARTICLE 9 – PENALITES COMMUNES AUX LOTS	28
Article 9.1 Plafonnement des pénalités.....	29
Article 9.2 Seuil d'exonération des pénalités	30
ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN	30
ARTICLE 11 – LANGUE	31
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE	31
ARTICLE 13 – VERIFICATION DES PRESTATIONS	33
Opération de vérification.....	33
ARTICLE 14 – ASSURANCES	34
ARTICLE 15 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	35
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	35
ARTICLE 17 – RESILIATION	36
ARTICLE 18 – LITIGES ET CONTENTIEUX	36
ARTICLE 19 - DEROGATION AU CCAG-PI	36

DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Les ministères sociaux sont engagés dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, ils sont attentifs dans le choix de leurs contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Au-delà du respect de ces dispositions, les ministères sociaux sont également sensibles aux actions conduites par leurs prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dans ce cadre, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sera envoyé au(x) société(s) retenue(s) lors de la notification de l'accord-cadre.

Ce questionnaire devra être complété et retourné avec le formulaire de l'acte d'engagement (ATTRI1).

ARTICLE 1 - ACHETEUR

ARTICLE 1.1 – ACHETEUR

Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

Direction des Finances, des Achats et des Services

Sous-direction des achats et du développement durable

ARTICLE 1.1 - REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)

Sous-direction des politiques de formation et du contrôle

Sous-direction des politiques d'accès à l'emploi

Dénommés les Ministères Sociaux, sis 14 avenue Duquesne, 75007 PARIS, représenté par le Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle par intérim.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 2.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de contrôle de service fait valant pour les dispositifs PIC IAE, FNE FORMATION et PRO A, dans le cadre du conventionnement entre l'Etat et les opérateurs de compétence (OPCO).

Les attendus techniques figurent dans les cahiers des clauses techniques et particulières (CCTP) propres à chacun des lots.

Le code CPV principal est le suivant :

98390000-3

Autres Services

ARTICLE 2.2 – ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est dévolu comme suit :

N°	Intitulés lots séparés	Nombre d'attributaires maximum
Lot 1	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions financières PIC IAE 2024 entre l'Etat et les OPCO.	Mono-attributaire
Lot 2	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions FNE-Formation 2023 entre l'Etat et les OPCO	Mono-attributaire
Lot 3	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions PRO A 2021 entre l'Etat et les OPCO	Mono-attributaire

ARTICLE 2.3 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2.4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est traité à prix unitaires avec l'émission de bons de commande au fur et à mesure du besoin.

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montants minimums et avec des montants maximums. Les montants estimatifs ainsi que les montants maximums sont décrits ci-après :

LOT	Objet	Montant estimatif par période (12 mois) €HT	Montant estimatif global (48 mois) €HT	Montant maximum global (48 mois) €HT
LOT 1	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions financières PIC IAE 2024 entre l'Etat et les OPCO	100 000 €	400 000 €	1 200 000 €
LOT 2	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions FNE-Formation 2023 entre l'Etat et les OPCO	100 000 €	400 000 €	1 200 000 €
LOT 3	Contrôle de service fait (CSF) – Conventions PRO-A 2021 entre l'Etat et les OPCO	75 000 €	300 000€	900 000 €

ARTICLE 2.5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois ferme, à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit 3 fois par période de 12 mois, sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 1 mois.

Le titulaire ne peut prétendre à une indemnité pour non-reconduction.

En cas d'atteinte du montant maximum avant son terme, l'accord-cadre cesse de produire ces effets à compter de la date d'atteinte de ce montant.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire devra respecter son engagement contractuel et ne pourra se prévaloir de la non-réduction afin de s'exonérer de ses obligations.

ARTICLE 2.6 – LIEUX D'EXECUTION

L'ensemble des prestations décrites dans le CCTP sont menées à bien dans les locaux du titulaire. Les réunions de suivi d'avancement et de reportings s'effectuent dans les locaux de la DGEFP situés à Paris ou en visioconférence.

ARTICLE 2.7 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire.

Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement le titulaire de l'accord-cadre.

Ce(s) marché(s) doit/doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

ARTICLE 2.8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe financière le "bordereau des prix unitaires" (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 au CCAP – Liste des parties et des acteurs ;
 - Annexe 2 au CCAP – Description du traitement ;
 - Annexe 3 au CCAP – Mesures techniques et organisationnelles ;
 - Annexe 4 au CCAP – Procès-verbal de destruction de données à caractère personnel ;
 - Annexe 5 au CCAP – Notification d'une violation de données à caractère personnel et des informations confidentielles traitées.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

- L'offre technique du titulaire.

Les seuls originaux, détenus au sein des services de l'administration, font foi en cas de litige.
Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Les Annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

ARTICLE 2.9 - REPRESENTATION DES PARTIES DE L'ACCORD-CADRE

Article 2.9.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur

En application de l'article 3.3 du CCAG-PI, dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques « référent du marché », qui seront habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

Article 2.9.2 - Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désignera dans son offre, un représentant qui deviendra l'interlocuteur privilégié de l'acheteur. Le responsable doit être muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise, assister aux réunions, etc.

Le représentant du titulaire aura pour rôle d'assurer la mise en place et le suivi de l'accord cadre. A ce titre, il devra coordonner l'action de ses intervenants et s'assurer que ces derniers respectent bien les spécificités de l'accord cadre et notamment la tarification, ainsi que les éventuelles consignes qui pourraient être données par l'acheteur.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 3.1 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. En cas de manquements, ce dernier ne pourra pas réclamer un supplément de prix, ni s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 3.2 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. En cas de changement du représentant en son sein, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sous 48 heures.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante* : <https://www.e-attestations.com/>

L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 3.3 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Ainsi, le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art et à remettre l'ensemble des livrables associés dans les délais impartis avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestation, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution. De même, il coopérera de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à la remise, par le titulaire du marché à la DGEFP, d'un dossier final par OPCO.

ARTICLE 3.4 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Sont visés ici l'ensemble des documents de nature comptables et financières remis au titre du contrôle de service fait et tous documents confidentiels confiés par le représentant du service commanditaire.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. Les entreprises auditées peuvent également faire cette demande. Les éléments ou supports concernés par la demande devront être retournés dans un délai **de 5 jours calendaires** maximum.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire en application de l'article 39 du CCAG de référence.

Le titulaire avertira obligatoirement et sans délai l'Administration de toute violation de l'obligation de confidentialité.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité, inscrite à l'article 9 du présent CCAP.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

ARTICLE 3.5 IMPARTIALITE ET DEONTOLOGIE

Le titulaire devra observer les règles de déontologie qui s'attachent aux fonctions de vérificateur.

Pour cela, le titulaire veillera à éliminer tout risque de conflit d'intérêts de ses employés et de toute personne physique ou morale participant directement à l'exécution du marché avec les opérateurs de compétence contrôlés.

Le titulaire devra être indépendant et ne pas se trouver en situation de conflits d'intérêt.

Cette absence de conflits d'intérêts sera explicitement attestée dans la conclusion du rapport de contrôle transmis.

ARTICLE 3.6 RESPECT ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Préambule

Vu le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 96/46/CE (dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD)),

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

I. Objet et champ d'application

Les présentes clauses contractuelles types (ci-après les « clauses ») ont pour objet de garantir la conformité l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les responsables du traitement et les sous-traitants parties aux présentes clauses les ont acceptées afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679.

Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'annexe 2.

Les annexes 1 à 5 font partie intégrante des clauses.

Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable de traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679.

Les clauses ne suffisent pas à elles seules pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

En cas de contradiction entre les présentes clauses et des dispositions législatives et/ou réglementaires, ces dernières prévaudront.

II. Invariabilité des clauses

Les parties s'engagent à modifier les articles, ainsi que les informations aux annexes, uniquement avec l'accord des deux parties.

Les parties ne sont pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

III. Interprétation

Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

IV. Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

V. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable de traitement, sont précisés à l'annexe 2.

VI. Obligations des parties

○ INSTRUCTIONS

Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable de traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable de traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable de traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

Le sous-traitant informe immédiatement le responsable de traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable de traitement constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 1725 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

○ LIMITATION DE LA FINALITE

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe 2, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.

○ SECURITE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe 3 pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

De façon générale, tous les flux doivent être sécurisés par des mesures techniques et organisationnelles adaptées aux risques. Tous les flux contenant des données perçues comme sensibles ou sensibles doivent être chiffrés de bout en bout.

Pour chaque interface d'accès au système, le Sous-Traitant s'engage à déployer des mécanismes d'authentifications adaptés aux risques et à recenser la liste des comptes existants ainsi que les rôles et privilèges qui y sont associés. Ces comptes sont nominatifs et l'utilisation de mots de passe constructeur ou par défaut est formellement interdite. Les entrées en session (date, heure, utilisateur, poste informatique / terminal) sont tracées dans un journal.

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Enfin, lorsqu'un environnement de développement, de test ou de recette est déployé, le Sous-Traitant s'engage à ne pas y répliquer les données de l'environnement de production. Les données pouvant être transférées aux

environnements de développement, de test ou de recette doivent être limitées aux usages strictement nécessaires et doivent être lorsque possible anonymisées.

Par ailleurs, le sous-traitant a une obligation de confidentialité, qui s'applique sans limitation de durée et s'engage à :

- ne communiquer les informations qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication dans le cadre de la mission, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de la mission ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de leurs attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- s'assurer, dès qu'une personne ayant disposé de l'accès fourni dans le cadre de la mission quitte cette fonction, que les identifiants fournis soient mis à jour pour lui supprimer les accès ;
- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues dans le cadre des missions respectives.

○ **DONNEES SENSIBLES**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires telles qu'exigées par le Responsable de traitement en annexe 3.

○ **DOCUMENTATION ET CONFORMITE**

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable de traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679. À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable de traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable de traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant, selon les conditions définies à la clause 12. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis de 10 jours.

Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

Le Sous-traitant doit être en mesure de fournir au Responsable de traitement à tout moment une liste des personnes autorisées à accéder aux données.

Les équipements (serveurs, postes de travail, réseau) utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au Sous-traitant doivent être localisés dans des locaux sécurisés au sein de l'Union européenne selon les normes en vigueur.

○ **RECOURS A DES SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS**

Le sous-traitant peut recruter un sous-traitant ultérieur dans les conditions définies à l'article 4.6 du cahier des clauses administratives particulière (CCAP) du présent marché.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable de traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679, qu'il soit situé sur le territoire de l'Union européenne et qu'il ne soit pas soumis à un droit extraterritorial d'un pays tiers à l'Union européenne.

À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable de traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable de traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable de traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

○ **APPLICATION D'UN DROIT EXTRATERRITORIAL D'UN PAYS TIERS**

Par exception à la clause 7.7 deuxième paragraphe, si le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur situé sur le territoire de l'Union européenne et soumis à un droit extraterritorial d'un pays tiers à l'Union européenne, il s'engage à évaluer si la législation du pays tiers permet de respecter le niveau de protection requis par le droit de l'Union européenne, notamment règlement (EU) 2016/679, ainsi que celles requises par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Si ce niveau ne peut pas être respecté, le sous-traitant s'engage à prévoir des mesures supplémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu le droit de l'Union européenne et par le droit français, et à s'assurer que la législation du pays tiers n'empiétera pas sur ces mesures supplémentaires de manière à les priver d'effectivité.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques, il veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte la présente clause.

À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant lui fournit l'évaluation de la législation du pays tiers et le cas échéant la liste des mesures supplémentaires qui sont prises par le sous-traitant pour garantir un niveau

de protection requis par le droit de l'Union européenne, notamment règlement (EU) 2016/679 et par le droit français.

○ **HEBERGEMENT DES DONNEES**

Le sous-traitant s'engage à traiter et héberger les données uniquement sur le territoire de l'Union européenne et à ce que les équipements (serveurs, postes de travail, réseau) utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au sous-traitant soient localisés dans des locaux sécurisés au sein de l'Union européenne selon les normes en vigueur. Cet engagement s'applique également aux sous-traitants ultérieurs qui sont sous la responsabilité du sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques, il veille à ce que ce dernier respecte la présente clause.

Le sous-traitant doit communiquer sur demande du responsable de traitement la liste de tous les lieux de stockage de données (site d'hébergement principal, site(s) de secours, etc.) et adresses à partir desquels les intervenants et le cas échéant les sous-traitants ultérieurs ont accès aux données. Si la faisabilité technique de cette exigence s'avère délicate dans le cadre d'architectures distribuées, il peut être demandé au Sous-traitant d'être en mesure de localiser, a posteriori, et non en permanence, le lieu de stockage des données.

Le sous-traitant s'engage à ne pas transférer, héberger ou traiter les données personnelles en dehors de l'Union européenne, y compris par l'intermédiaire d'un sous-traitant ultérieur, sauf autorisation expresse et préalable du Responsable de traitement.

En conséquence, le sous-traitant garantit que l'ensemble des données personnelles seront exclusivement hébergées et traitées sur des serveurs situés dans un État membre de l'Union européenne.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques, il veille à ce que ce dernier respecte strictement cette interdiction de transfert.

Sur demande du Responsable de traitement, le sous-traitant communique la liste exhaustive des lieux d'hébergement des données et des pays à partir desquels les intervenants et ses sous-traitants ont accès aux données.

○ **REGISTRE DE TRAITEMENT**

Conformément à l'article 30, paragraphe 2 du règlement (EU) 2016/679, le Sous-Traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de Traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Responsable de Traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-Traitants et, le cas échéant, du Délégué à la protection des données ;
- Les activités de traitements effectués pour le compte du Responsable de Traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de Données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale ;
- Une description générale des mesures de sécurité physiques, techniques et organisationnelles.

VII. Assistance au responsable de traitement

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée par courriel électronique au Référent RGPD de la DGEFP, à l'adresse : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Il ne donne pas lui-même à la suite de cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé. Le Sous-traitant tient un registre de demande d'exercice de droit qu'il envoie de manière hebdomadaire au Responsable de traitement.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement en vertu de la clause 8, point b), le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
- Les obligations prévues à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679 ;

Les parties définissent à [l'annexe 3](#) les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le sous-traitant est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

VIII. Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable de traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

○ VIOLATION DE DONNEES EN RAPPORT AVEC DES DONNEES TRAITEES PAR LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable de traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable de traitement :

- a) Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable de traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- b) Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, doivent figurer dans la notification du responsable de traitement, et inclure, au moins :
 - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - Les mesures prises ou les mesures que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- c) Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

○ **VIOLATION DE DONNEES EN RAPPORT AVEC DES DONNEES TRAITEES PAR LE SOUS-TRAITANT**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable de traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance (liste des personnes à prévenir en annexe 5). Cette notification se fait au moyen du formulaire en annexe 5 et contient au moins :

- a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

IX. L'audit du sous-traitant

Le responsable de traitement se réserve le droit de contrôler, ou de faire contrôler par un auditeur tiers, à tout moment, et pendant toute la durée de validité du contrat, les mesures prises par le sous-traitant afin de garantir le respect des présentes.

Afin de faciliter l'audit, de permettre au sous-traitant de réunir la documentation et assurer la disponibilité des personnes concernées, le responsable de traitement s'engage à informer le sous-traitant dix jours avant le début de tout audit. Le sous-traitant ne peut refuser la date de l'audit sans motif légitime. Le responsable de traitement se réserve le droit de réaliser, ou de faire réaliser, un audit sans respecter le délai de prévenance dans l'éventualité d'une violation de données à caractère personnel.

Le sous-traitant s'engage à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de l'audit. Le sous-traitant autorise et accepte que les audits pourront être réalisés directement par le responsable de traitement ou par un auditeur externe, à visiter les locaux du sous-traitant, à rencontrer et interviewer les personnels du sous-traitant, et accéder aux machines participant à la réalisation des traitements concernés par les présentes. Le sous-traitant met à disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations.

Le sous-traitant s'assure de l'applicabilité du présent article, dans les mêmes conditions, aux sous-traitants ultérieurs.

X. Sort des données

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité et/ou la transférabilité, à détruire toutes les données à caractère personnel. Cette destruction s'accompagne d'un procès-verbal de destruction transmis au responsable de traitement dans les plus brefs délais.

XI. Contrôle de l'autorité compétente

En cas de contrôle de l'une ou l'autre des parties, diligenté par l'autorité compétente, les parties s'engagent à se porter assistance et mettre à disposition toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par la présente convention.

ARTICLE 3.7 NON-RESPECT DES DONNEES PERSONNELLES

Sans préjudice des dispositions du règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, en cas de manquement du prestataire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes mentions, le responsable de traitement peut donner instruction au prestataire de suspendre le traitement des données à caractère personnel et financier jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes mentions ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le prestataire informe rapidement le responsable de traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes mentions, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable de traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel et financier conformément aux présentes mentions si :

- Le traitement de ces données par le sous-traitant a été suspendu par le responsable de traitement conformément au premier paragraphe de la présente clause et le respect des présentes mentions n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes mentions ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;
- Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes mentions ou du règlement (UE) 2016/679.

À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable de traitement, toutes les données à caractère personnel dont il aurait fait une copie lors de leur consultation pour l'exécution des prestations et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes mentions jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

En cas de manquement de l'une des parties à l'une des obligations découlant du présent contrat, la convention peut être dénoncée par l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale valant mise en demeure ; en ce cas, la résiliation prend automatiquement effet dans un délai de 30 jours à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

ARTICLE 3.8 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire avertit sans délai l'administration en cas de modification de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation. En effet, si l'un des membres de l'équipe dédiée n'est plus en mesure d'accomplir la tâche, le titulaire :

- Avise sans délai le service commanditaire et prend, toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la prestation ;
- Propose à la personne publique, un remplacement disposant de compétences, niveau d'expérience et de qualification équivalent en indiquant : nom, titre et CV.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI de référence, le titulaire procède dans un délai de 10 jours au remplacement des intervenants nommément désignés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

A défaut de proposition de remplacement par le titulaire dans les délais impartis, le titulaire encourt les pénalités énumérées à l'article 9 du CCAP.

ARTICLE 3.9 EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

4.1 Supports et livrables

Il est demandé au titulaire de limiter les impressions pour l'exécution et le suivi de l'accord-cadre.

Ainsi, les différents livrables autres que les documents commandés sont envoyés exclusivement par voie électronique. En cas d'envoi papier, le titulaire utilisera du papier 100% recyclé ou issus de forêts gérés durablement : Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), Forest Stewardship (FSC) ou équivalent.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

4.2 Communication BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. L'année de référence à prendre en considération pour vérifier que le BEGES a été établi est l'année qui précède celle au cours de laquelle la consultation est lancée (donc N-1).

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 5 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lot 1, lot 2 et lot 3 du présent accord cadre.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

ARTICLE 5.1 - LES PUBLICS VISES

Les publics visés

- *Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;*
- *Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;*
- *Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit;*
- *Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage);*
- *Les personnes percevant une pension d'invalidité;*
- *Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi;*
- *Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C);*
- *les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »;*
- *Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet;*
- *Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire;*
- *Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire;*
- *Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.*

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

ARTICLE 5.2 - OBJECTIF D'INSERTION

<i>Intitulé du lot</i>	<i>Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser sur toute la durée maximale de l'accord-cadre en cas de reconduction</i>	<i>Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser sur la durée ferme de l'accord-cadre soit 12 mois</i>
LOT 1_PIC IAE	200 heures	50h
LOT 2_FINE FORMATION	200 heures	50h
LOT 3_PRO A	48 heures	12h

ARTICLE 5.3 - LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Article 5.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion

ARTICLE 5.5 - LES MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur : Caroline.FRAILE@sg.social.gouv.fr.....

Destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epc.paris

[en copie](#)

alphonse.mabiala@epc.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 5.6 - CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par courriel à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 6 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 6.1 - FORME ET CONTENU DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations seront rémunérées selon la forme de prix suivante :

Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Annexe financière de référence	Variation(s) de prix
Prix Unitaire	BdC émis au fur et à mesure des besoins après validation du devis	BPU	Révisables à date anniversaire de l'accord- cadre

Dans le tableau ci-dessus :

« BPU » = « bordereau des prix unitaires » ;

« BdC » = « bons de commande » ;

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations notamment la tenue des réunions, suivi et pilotage ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- frais de coordination, de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances le cas échéant ;
- frais de coordination, contrôles effectués par le mandataire au titre du groupement momentané d'entreprises.

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

ARTICLE 6.2 - MODALITES DE REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont fermes pour la période initiale de 12 mois.

Ils sont par la suite révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre par le titulaire, qui transmet le BPU contenant les prix révisés au plus tard 1 mois à compter de cette date. **A cet effet, le titulaire communiquera le détail des calculs et indiquera le pourcentage d'évolution au regard des prix précédemment applicables.**

Passé ce délai, le titulaire est réputé renoncer à la révision, de telle sorte que les prix en cours demeurent applicables pour toute la période à venir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder lui-même et dans le même délai à la révision des prix si cette révision lui est profitable sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Il soumettra dès lors au titulaire le détail des calculs pour validation.

La révision des prix s'opère à la baisse et à la hausse.

Les prix initiaux sont révisibles par référence à l'indice Syntec

La lecture de l'indice se réalise sur : <https://www.syntec.fr/>

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 (SYNm / SYNo)].$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial

SYNm = valeur de l'indice connu à la date anniversaire de l'accord-cadre.

SYNo = valeur de l'indice au mois Mo (remise des offres)

*Quand l'indice n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'indice pour le mois requis.

En cas de disparition d'un indice et si un indice de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculé avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'indice de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Modification d'un indice

En cas de changement par la fédération Syntec (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par la fédération Syntec (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le ministère porteur.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

ARTICLE 6.2 - CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le présent accord-cadre sans indemnités à la survenance du fait suivant :

Le prix révisé de l'accord-cadre excédera plus de 6% au regard du montant précédemment applicable par année de marché.

ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER

ARTICLE 7.1 AVANCE

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Les marchés à bons de commande conclus sans minimum mais avec un maximum ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 7.2 MODALITES FINANCIERES

Article 7.2.1 Répartition des paiements

Les prestations à bons de commande de l'accord-cadre donnent lieu à facturation selon les modalités suivantes :

La validation par le référent du service commanditaire des 11 rapports finaux de CSF donnera lieu à une attestation de service fait permettant le paiement des prestations de l'UO1.

La validation du rapport de synthèse final de CSF inter-OPCO entraînera le paiement de l'UO 2.

La saisie du service fait (SF) par l'administration sur CHORUS à la suite de la réalisation des prestations, permettra le dépôt par le titulaire de la facture par voie dématérialisée sur CHORUS PRO. Le référent du dossier en informera le titulaire. En effet, toute facture envoyée avant sera rejetée.

ARTICLE 7.3 RETENUE DE GARANTIE ET DE CAUTIONNEMENT

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 7.4 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- à l'arrêté du 11 avril 2023 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

ARTICLE 7.5 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 7.6 MODALITES DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le représentant du service bénéficiaire.

Toute facture reçue par l'administration avant cette validation définitive sera rejetée.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et TTC et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique indiqué en haut à droite du bon de commande) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le RIB du prestataire.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 7.7 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

a) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

[https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter)

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs concernés (micro entreprises) d'adresser leurs factures par courrier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

**Ministère des solidarités et de la santé
SCBCM des Ministères sociaux
78/84 rue Olivier de Serres**

75739 Paris cedex

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux (14, avenue Duquesne- 75350 PARIS 07 SP) :

stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

batiste.herland@cbcm.social.gouv.fr

ARTICLE 7.8 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 7.9 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

ARTICLE 8 - PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 8.1 MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ

Une réunion de lancement est organisée par le pouvoir adjudicateur dans les locaux de la DGEFP, à une convenue entre les dates parties suivant la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 8.2 SUIVI DU MARCHÉ

Des réunions de cadrage auront lieu, à l'initiative du pouvoir adjudicateur, au début de chaque période d'exécution afin de présenter au titulaire l'ensemble des dossiers à traiter pour la période et d'éventuelles propositions d'amélioration ou de nouvelles méthodologies.

Des réunions de travail entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur se tiendront de manière hebdomadaire ou en tant que de besoin, à la demande du titulaire ou du référent du suivi du marché afin de faire un point régulier sur l'état d'avancement des prestations commandées. Ces réunions de suivi pourront se tenir dans les locaux de la DGEFP, en visioconférence ou par échanges téléphoniques.

Ces réunions feront l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire.

La participation à ces réunions est réputée incluse dans les prix.

ARTICLE 8.3 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis par la DGEFP après validation du devis correspondant et sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;

- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation de la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- la date de fin d'exécution du bon de commande.

ARTICLE 8.4 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel figurant dans le bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

De même, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge en conséquence le délai d'exécution.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter ses engagements contractuels jusqu'à l'admission des prestations.

ARTICLE 9 – PENALITES COMMUNES AUX LOTS

Les pénalités sont applicables directement sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risque du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

NATURE DE LA PENALITE	FAIT GENERATEUR	MONTANT EN € HT
Non transmission des livrables (rapports de contrôle, synthèse global inter-OPCO) – hors cas de force majeure	Retard constaté au regard du planning d'intervention validé entre les deux parties lors de la réunion de cadrage et mentionné dans le bon de commande	150 € par jour de retard
Non-participation à une réunion de travail (cadrage, suivi, reportings) hors cas de force majeure	Absence du titulaire et non-report	100 € par constat
Non réponse à une sollicitation d'un opérateur de compétence dans le délai attendu en cas de demandes spécifiques ou d'incidents rencontrés et entraînant un retard dans la remise des livrables finaux	Absence de réponse à une sollicitation écrite d'un OPCO – prise en charge au-delà de 24h ouvré	50 € par jour ouvré de retard
Non-remplacement d'un intervenant récusé	Maintien de l'intervenant ou non remplacement par un profil équivalent	50€ par infraction
Défaut dans les outils logistiques mis à disposition (plateforme de dépôt des pièces justificatives, plateforme de reporting)	Indisponibilité de la plateforme de dépôt de pièces justificatives, outil de reporting	100 € par jour ouvré de retard
Violation du devoir de confidentialité	Constatation de l'infraction	5000 €
Méconnaissance des obligations liées au traitement des données personnelles	Constatation de l'infraction	500 €
Sous-traitance occulte	Constatation de l'infraction	1000 € par infraction
Non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser	Constatation par l'EPEC	160 € par heure d'insertion non réalisée
Non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion	Constatation par l'EPEC	75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure du pouvoir adjudicateur
Pénalités pour transmission du BEGES	Défaut de transmission des documents exigés à l'article 4.2 du CCAP	100€ est appliquée par jour de retard

ARTICLE 9.1 PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, pour la pénalité de retard, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 15 % du montant de chaque bon de commande.

Le total des autres pénalités (autre que pénalité de retard) n'est pas plafonné.

ARTICLE 9.2 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'en apprécier l'étendue lorsque les pénalités dues sont manifestement excessives au regard de l'équilibre économique du contrat et, le cas échéant, de les moduler.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications quel qu'en soit leur montant. Elles pourront être à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications possibles ainsi que les conditions dans lesquelles il peut être fait usage sont précisées ci-après :

L'acheteur peut, selon la survenance du besoin, solliciter le titulaire :

- En cas de modification substantielle des processus internes des OPCO ;
- Changement des modalités de financement des OPCO ;
- Evolution des activités des OPCO ;
- Evolution de l'environnement législatif, réglementaire applicable entraînant une hausse ou baisse notable du volume de données à traiter ;
- Evolution ou diminution du périmètre, ou tout autre facteur susceptible d'impacter significativement la durée ou la complexité des missions de contrôle ;
- Variation du nombre d'OPCO – augmentation ou diminution d'OPCO conventionnés qui aura un impact sur le volume de travail ;
- Modification des activités des OPCO : nouveaux domaines de formation, nouveaux publics ciblés ;
- Changement dans l'organisation des OPCO ;
- Evolutions technologiques : développement de nouveaux outils de contrôles ;
- Changement de méthodes de travail ;
- Création d'une nouvelle unité d'œuvre devenue nécessaire dans la limite de l'objet du marché.

Les deux parties conviennent de se réunir pour examiner les conséquences de ces modifications et, le cas échéant, de négocier un ajustement du prix initial.

Toute modification résultant de ce réexamen fera l'objet d'un avenant au présent accord-cadre, qui précisera la date d'effet et les impacts financiers.

Il sera procédé à une mise à jour des annexes financières et les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date précisée dans l'avenant.

En application et en complément de l'article 25 du CCAG PI, les dispositions suivantes s'appliquent.

Le présent accord-cadre peut prévoir la poursuite de l'exécution des prestations après prise en compte des modifications suivantes par voie d'avenant :

- Pour acter l'évolution du calendrier d'exécution de l'accord-cadre initial ;
- Changement des consignes concernant l'échantillonnage faisant l'objet des contrôles ;
- Lorsque le titulaire est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations à assurer ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de son offre, sans toutefois que l'objet du contrat et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent accord-cadre, et n'emportent aucune incidence financière.

- Lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectés à la réalisation des prestations notamment de l'équipe cœur, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix ;
- L'ajustement de la clause butoir à la baisse ou à la hausse ;
- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution ou l'entrée en vigueur de normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, des réceptions de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations de service sous la réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur en application de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique, et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance consolidée au 1er avril 2019.

Conformément à l'article L.2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 euros TTC (seuil fixé à l'article R.2193-10 Code de la commande publique), le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne responsable du marché est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (le titulaire devra en outre transmettre le RIB du sous-traitant) ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du titre IV s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Conformément à l'article R.2193-4 du Code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Conformément à l'article R.2193-5 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial et que les dispositions du chapitre Ier du titre IX s'appliquent, il demande à l'acheteur, sans préjudice des dispositions relatives à l'acceptation du sous-traitant de la sous-section 1 de la section 1, la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2193-6, lorsque l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances. Conformément à l'article R.2193-7, l'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R.2193-6 ne lui a pas été remise.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés au premier alinéa et à l'article R.2193-3 vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Conformément à l'article R.2193-8 du Code de la commande publique, toute modification en cours d'exécution du marché dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes nécessite la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Tâches essentielles : sans objet.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 13 – VERIFICATION DES PRESTATIONS

En complément des articles 28 et 29 du CCAG de référence, les dispositions suivantes s'appliquent.

OPERATION DE VERIFICATION

Chaque bilan de CSF remis par le titulaire fera l'objet d'une validation par le référent du dossier. Afin de faciliter la vérification de la prestation remise, le bilan CSF et ses annexes sont demandés au titulaire sous format numérique.

Dans le cadre de cette validation, le référent du dossier effectue un contrôle de la complétude et de la cohérence globale du CSF sur la base d'une grille de cohérence et peut d'autre part reconstruire certains points du CSF remis par le titulaire.

Pour ce faire, le référent du dossier sera amené à demander des explications complémentaires sur les travaux réalisés par le titulaire et/ou des corrections à apporter au rapport de CSF.

Aussi, le service commanditaire peut demander dans ce délai que soient corrigés ou complétés tout ou partie des éléments constitutifs du rapport / livrable.

Le titulaire dispose d'un délai maximal de 5 jours calendaires pour répondre à ces demandes complémentaires et/ou lancer, le cas échéant, une demande complémentaire auprès de l'OPCO concerné.

L'administration transmettra la version finale du rapport au représentant de chacun des OPCO en vue de l'ouverture de la phase contradictoire, pour observations et communication de nouvelles pièces le cas échéant.

Ces nouvelles pièces seront transmises au titulaire afin qu'il puisse être procédé à l'analyse des documents fournis et qu'une version corrigée du rapport de contrôle puisse être produite en conséquence.

L'approbation par le commanditaire de cette version modifiée emporte la validation définitive du rapport / livrable transmis.

Le titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à assurer régulièrement et rigoureusement la continuité du service. Sauf cas de force majeure, le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 du CCAG-PI relatifs à la prolongation des délais d'exécution, le titulaire présente ses livrables au pouvoir adjudicateur conformément aux modalités fixées dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le titulaire n'assiste pas aux opérations de vérification.

Le point de départ des opérations de vérification est la date de réception des livrables par la DGEFP.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG-PI, la DGEFP dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations.

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables à la DGEFP.

Réception : Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que les prestations répondent aux stipulations du marché, prononce la réception des prestations. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire, ou défaut, à l'issue du délai d'un mois mentionné ci-dessus.

Ajournement : Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point ou une réécriture complète du livrable, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Cette opération s'effectue sans frais supplémentaire et peut se répéter autant de fois que le pouvoir adjudicateur l'estime nécessaire. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de 10 jours ouvrés courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de 5 jours ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de 10 jours, ouvrés vaut décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours, ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement

Période contradictoire

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG PI, lorsque le référent du marché décide de réaffecter au titulaire le contrôle des éléments apportés par l'organisme bénéficiaire au titre de la période contradictoire, le référent du dossier effectue à nouveau un contrôle de cohérence et peut demander des explications complémentaires au titulaire et/ou des corrections à apporter au rapport.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 15 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

Les résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards sont définis dans l'article 32 du CCAG de référence.

En complément du CCAG de référence, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisées par le titulaire pour la réalisation des prestations sont listées dans l'offre de l'accord-cadre, et au fur et à mesure de l'exécution du marché. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 34.2, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'acheteur préalablement à l'utilisation de connaissances antérieures standards non listées dans l'offre.

En précision de l'article 35.1.2, l'ensemble des résultats intermédiaires et finaux sont considérés comme confidentiels et donc cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur.

Les résultats que sont les livrables sont listés :

- dans chacun des bons de commande émis ;
- dans les CCTP propres à chacun des lots du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire ne peut publier les résultats de l'accord-cadre.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

ARTICLE 17 – RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique et conformément aux dispositions des articles 37 à 40 du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- le montant cumulé des pénalités, constaté durant l'exécution du marché, dépasse les 5 % du montant maximum HT du marché. Par dérogation à l'article 41 du CCAG-PI, pour ce motif de résiliation, une mise en demeure préalable à la résiliation ne sera pas nécessaire ;
- le titulaire se trouve, en cours d'exécution après mise en demeure préalable restée infructueuse, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique ;
- le titulaire se trouve dans un cas prévu au présent document ouvrant droit à résiliation au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, en cas de résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, le titulaire n'a pas droit à aucune indemnisation.

La résiliation du marché n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

ARTICLE 18 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris

ARTICLE 19 - DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2.8	4.1	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE
2.9.2	3.4.1	Représentation du titulaire
3.8	3.4.3	Remplacement des intervenants
9	14.1 à 14.1.1	Pénalité de retard
9.1	14.1.2	Plafonnement des pénalités
9.2	14.1.2 à 14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
13	28 et 29	Constations de l'exécution des prestations
15	35.3.2 35.1.1	Régime des droits de propriété intellectuelle
17	40 et 41	Résiliation